

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Depuis plusieurs années la commune de Nantua signe avec le SDIS de l'Ain une convention de disponibilité pour le responsable du service bâtiment, Sapeur-Pompier Volontaire.

La convention en cours est arrivée à échéance, il convient donc de se prononcer sur son renouvellement à compter du 01 décembre 2023.

Cette convention, dont l'objectif est de concilier la disponibilité du sapeur-pompier volontaire et l'activité des services de la collectivité, définit les conditions d'absence pour mission opérationnelle ou pour stage de formation.

En ce qui concerne la commune de Nantua, après concertation avec l'agent concerné, il est proposé d'accorder les autorisations d'absence suivantes :

- La disponibilité opérationnelle totale ainsi que celle pour retard à la prise de travail, sans subrogation mais avec récupération des heures non réalisées.
- Pour absence de formation pour un minimum de 5 jours et un maximum de 10 jours par an. Absence non-rémunérée par l'employeur.

Considérant qu'un Sapeur-Pompier Volontaire est un élément indispensable de la chaîne de secours dans l'Ain, qu'il est également un atout dans la collectivité notamment en tant que secouriste performant et premier intervenant qualifié en cas d'incendie,

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'approuver le conventionnement avec le SDIS de l'Ain pour la disponibilité d'un agent Sapeur-Pompier Volontaire, aux conditions ci-dessus exposées**
- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante, telle que jointe en annexe à la présente délibération ainsi que tout document afférent.**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

- De charger Monsieur Le Maire de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Convention de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires



M. Mme XXXXXXXXXX

C.I.S XXXXXX

Libellé Employeur

Employeur de sapeurs-pompiers volontaires

Il est établi une convention de disponibilité entre :

d'une part,
Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Ain,
représenté par le 1^{er} Vice-Président du Conseil d'Administration,
Monsieur Alain CHAPUIS
200, avenue du Capitaine Dhonne
CS 80033
01001 BOURG-EN-BRESSE
dénommé ci-après le **SDIS**,

ET

d'autre part,
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
représenté(e) par XXXXXXXXXXXX,
NOM PRENOM
adresse 1
adresse 2
dénommé ci-après l'**Employeur**.

Préambule

Un Sapeur-Pompier Volontaire (SPV) est un élément indispensable de la chaîne des secours dans le département de l'Ain. Il est également un atout dans une entreprise ou une collectivité notamment en tant que secouriste performant et premier intervenant qualifié en cas d'incendie.

Afin de rendre efficace son engagement de SPV au sein de la collectivité et de l'entreprise sans en perturber trop le fonctionnement, mais aussi pour reconnaître l'engagement citoyen de l'employeur, la présente convention est établie.

Dispositions générales

ARTICLE 1 – Le **SDIS** et l'**employeur** s'engagent par la présente convention à organiser et à appliquer les conditions et les modalités de la disponibilité de **M./Mme XXXXXX**, employé(e) de **NOM EMPLOYEUR** et exerçant des fonctions de sapeur-pompier volontaire au Centre d'Incendie et de Secours de **XXXXXX**.
Il sera dénommé ci-après le **SPV**.

ARTICLE 2 – La présente convention conclue en application du Code de la Sécurité Intérieure et notamment de l'article L723-11, vise à définir les autorisations d'absence du sapeur-pompier volontaire pendant son temps de travail pour des raisons opérationnelles ou des actions de formation et ce, dans le respect des nécessités du fonctionnement du service public ou de l'entreprise.

Autorisation d'absence pour raison opérationnelle

ARTICLE 3 – L'employeur s'engage à autoriser l'absence sur le temps de travail du SPV pour participer aux missions opérationnelles conformément aux modalités suivantes :

☐ **Disponibilité opérationnelle totale :**

Le SPV est autorisé à s'absenter, pendant son temps de travail, après déclenchement de l'alerte, à tout moment et pour toute intervention.

Le SPV s'engage à réintégrer son poste de travail dès que sa présence n'est plus utile pour le SDIS.

☐ **Disponibilité opérationnelle planifiée :**

Le SPV est autorisé à s'absenter, pendant son temps de travail, après déclenchement de l'alerte, selon une programmation accordée expressément par le supérieur hiérarchique direct en fonction des nécessités de service.

Préciser la fréquence/programmation hebdomadaire/mensuelle/annuelle et éventuels plafonds

☐ **Disponibilité opérationnelle exceptionnelle :**

Le SPV est autorisé à s'absenter, pendant son temps de travail, pour des interventions à caractère particulier et sur demande du SDIS à l'employeur. Cette demande est effectuée par le représentant du SDIS auprès du SPV. Ce dernier sollicite expressément l'accord de son supérieur hiérarchique direct.

☐ **Disponibilité opérationnelle pour retard à la prise de travail :**

Dans le cas où le sapeur-pompier volontaire est engagé sur une intervention ayant débuté en dehors du temps de travail, l'employeur autorise le sapeur-pompier volontaire à prendre son poste en retard. Le SPV s'engage à faire prévenir l'employeur par tout moyen, au plus tard à l'horaire de prise de poste.

☐ **Disponibilité opérationnelle pour colonne de renfort :**

Le SPV est autorisé à s'absenter, pendant son temps de travail et dans la limite de xxxx jours calendaires par année civile, pour des colonnes de renfort extra-départementales planifiées sous réserve d'accord préalable du supérieur hiérarchique. Le SPV informe deux mois à l'avance l'employeur de sa volonté de prendre part à une colonne de renfort et indique la période d'absence potentielle.

Les autorisations d'absence ne peuvent être refusées au sapeur-pompier volontaire que lorsque les nécessités du fonctionnement **du service public** s'y opposent.

Le refus motivé est notifié à l'intéressé par le supérieur hiérarchique direct.

ARTICLE 4 – En contre partie de son engagement, l'employeur peut demander des dispositions compensatrices.

☐ **Subrogation totale :**

L'employeur demande à percevoir les indemnités horaires non assujetties à l'impôt, ni soumises aux prélèvements prévus par la législation, en lieu et place du sapeur-pompier volontaire dès lors qu'il est en opération sur son temps de travail et que le salaire et les avantages y afférents sont maintenus.

☐ **Non subrogation :**

L'employeur ne demande pas l'application du principe de subrogation à la perception des indemnités horaires du sapeur-pompier volontaire.

☐ **Récupération des heures non réalisées :**

Le SPV s'engage à récupérer les heures non réalisées ayant fait l'objet du maintien du salaire et des avantages s'y afférents.

☐ **Mécénat :**

Le salaire et les charges maintenus au SPV sont considérés comme un don ouvrant droit à réduction d'impôt. Le SDIS transmet à l'employeur en cours de 1^{er} trimestre (année N+1) une attestation de don au vu des relevés d'heures effectuées par le SPV durant son temps de travail (année N).

Autorisation d'absence pour une action de formation

Tout sapeur-pompier volontaire bénéficie, dès le début de sa période d'engagement, d'une formation initiale et, ultérieurement, d'une formation continue.

Les formations suivies dans le cadre de l'activité de sapeur-pompier volontaire peuvent être prises en compte selon des modalités définies par voie réglementaire, au titre de la formation professionnelle continue prévue par le code du travail, des obligations de formation prévues par le statut de la fonction publique et du développement professionnel continu des professionnels de santé prévu par le code de santé publique.

ARTICLE 5 - L'employeur s'engage à autoriser l'absence du sapeur-pompier volontaire sur son temps de travail pour participer aux actions de formation selon l'une des modalités suivantes :

Les dispositions mentionnées ci-dessous s'entendent selon un nombre minimum de **xxxxx** jours et maximum de **xxxxx** jours par an, (suivi par l'employeur).

☐ **Autorisation d'absence rémunérée par l'employeur sans subrogation :**

L'employeur ne demande pas l'application du principe de subrogation à la perception des indemnités horaires du sapeur-pompier volontaire.

Le sapeur-pompier volontaire perçoit donc les indemnités horaires correspondant à l'action de formation.

☐ **Autorisation d'absence rémunérée par l'employeur avec subrogation :**

L'employeur demande à percevoir les indemnités horaires, non assujetties à l'impôt ni soumises aux prélèvements prévus par la législation, en lieu et place du sapeur-pompier volontaire dès lors qu'il est en formation sur son temps de travail et que le salaire et les avantages y afférents soient maintenus.

☐ **Autorisation d'absence non rémunérée par l'employeur :**

Le sapeur-pompier volontaire perçoit les indemnités horaires correspondant à l'action de la formation.

☐ **Mécénat :**

Le salaire et les charges maintenus au SPV sont considérés comme un don ouvrant droit à réduction d'impôt. Le SDIS transmet à l'employeur en cours de 1^{er} trimestre (année N+1) une attestation de don au vu des relevés d'heures effectuées par le SPV durant son temps de travail (année N).

ARTICLE 6 – Le sapeur-pompier volontaire informe 2 mois à l'avance l'employeur de sa participation à une formation. Il lui transmet sa convocation, et ultérieurement l'attestation du directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours certifiant qu'il a effectivement participé à la formation motivant son absence.

ARTICLE 7 – En cas d'annulation de la formation, le SDIS informe l'employeur. Le SPV reprendra alors son poste de travail en accord avec son employeur.

Protection sociale du SPV

ARTICLE 8 - Conformément aux articles L 723-12 et L 723-14 du Code de la sécurité intérieure, le temps passé hors du lieu de travail, pendant les heures de travail, par le SPV pour participer aux missions à caractère opérationnel et aux activités de formation est assimilé à une durée de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés, des droits aux prestations sociales et pour les droits qu'il tire de son ancienneté.

ARTICLE 9 – En application de l'article 19 de la Loi n°91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée, les sapeurs-pompiers volontaires qui sont fonctionnaires, titulaires ou stagiaires, ou militaires bénéficient, en cas d'accident survenu ou de maladie contractée dans leur service de sapeur-pompier, du régime d'indemnisation fixé par les dispositions statutaires qui les régissent.

Toutefois, les intéressés peuvent demander, dans un délai déterminé à compter de la date de l'accident ou de la première constatation médicale de la maladie, le bénéfice du régime d'indemnisation institué par la présente loi s'ils y ont intérêt.

En cas de retard ou de défaillance dans la mise en œuvre du régime d'indemnisation incombant à l'autorité d'emploi compétente en application du premier alinéa, le service départemental d'incendie et de secours procède au règlement immédiat des prestations afférentes au régime d'indemnisation institué par la présente loi et se fait rembourser ces prestations.

ARTICLE 10 - Aucun licenciement, aucune sanction disciplinaire, aucune discrimination, ni aucun déclassement professionnel ne pourront être prononcés par l'employeur à l'encontre du SPV en raison des absences résultant de l'application normale des dispositions de la présente convention.

Label Employeur

ARTICLE 11 – Le Décret n° 2022-1116 du 4 août 2022 fixe les conditions d'attribution du label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers » prévu à l'article L. 723-11 du code de sécurité intérieure. Il définit les conditions de délivrance et d'utilisation du label, au niveau national et au niveau départemental.

Ce texte précise que le label « employeur partenaire national des sapeurs-pompiers » et le label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers » sont destinés à valoriser les employeurs, publics et privés, qui adhèrent à la démarche d'engagement citoyen des sapeurs-pompiers volontaires et s'y associent par la voie conventionnelle :

- Le label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers » est attribué par le préfet du département, sur proposition du président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours, aux employeurs ayant signé une convention locale favorisant le volontariat des sapeurs-pompiers prévoyant **un nombre annuel minimum de huit jours ouvrés d'autorisation d'absence sur le temps de travail du salarié**, pour les activités prévues à l'article L. 723-12 du code de la sécurité intérieure.

De plus, chaque service d'incendie et de secours adresse aux employeurs qui se sont vu attribuer l'un des labels d'employeur partenaire, pour les sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental concernés, toute information utile à la mise en œuvre de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du code général des impôts, notamment les relevés d'heures réalisées au titre de la convention ainsi que les attestations de dons. Ces éléments d'information sont transmis annuellement et à la demande de l'entreprise.

Enfin, l'employeur titulaire d'un des labels d'employeur partenaire peut utiliser le logo concerné notamment dans ses supports de communication et sur ses réseaux sociaux pendant la durée de validité du label. Le label peut même constituer une référence susceptible d'être valorisée dans le cadre des marchés publics.

Actualisation

ARTICLE 12 - La présente convention peut être modifiée d'un commun accord, à la demande de l'une ou de l'autre partie, et notamment en cas de modification de la situation du sapeur-pompier volontaire, tant vis-à-vis de l'employeur que du SDIS.

ARTICLE 13 - La présente convention est conclue pour la durée du contrat d'engagement quinquennal du sapeur-pompier volontaire. Elle prendra fin le **XXXXXX**. (date de fin de l'engagement quinquennal en cours). En cas de différend dans l'application de la présente convention, les parties rechercheront un accord amiable. L'employeur et le SDIS peuvent réaliser toute vérification rendue nécessaire pour la bonne application de la présente convention. Elle pourra être dénoncée, à la demande de l'une ou de l'autre partie, avec un délai de préavis de 2 mois, par lettre recommandée.

ARTICLE 14 -

☐ La présente convention s'applique dès la signature par les deux parties contractantes et après notification de celle-ci au sapeur-pompier volontaire.

☐ La présente convention entrera en vigueur le

Fait à, le :/...../.....

Le 1 ^{er} vice-Président du CASDIS	L'Employeur
Signature	Signature
M. Alain CHAPUIS	M./Mme Prénom NOM
Le sapeur-pompier volontaire	
Signature	Notifié le : _____
M./Mme Prénom NOM	